



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 30/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT

route de Lorguichon
14540 Castine-en-Plaine

Référence : GK/NW/0041_2023
Code AIOT : 0006207688

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT implanté 37 rue Prosper Cabirol - 54940 Belleville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT
- 37 rue Prosper Cabirol - 54940 Belleville
- Code AIOT : 0006207688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Guy Dauphin Environnement (GDE), filiale du groupe DERICHEBOURG, est autorisée par arrêté préfectoral 2006-321 du 27 juin 2006 modifié pour des activités de collecte et recyclage de ferrailles et de métaux ferreux, stockage et dépollution de VHU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Activité et mise en sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2006, article 71.4	Lettre de suite	3 mois
6	Caducité	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-74	Lettre de suite	3 mois
7	Stockage de produits pétroliers	Arrêté Ministériel du 01/07/2004, article 28-29	Lettre de suite	3 mois
8	Installations de stockage de déchets non dangereux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 2	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet
2	Valeurs limites de rejet pour la rubrique 2712	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Sans objet
3	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Sans objet
4	Réseau de collecte et eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article I > 5.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport a mis en évidence la cessation de plusieurs activités du site et le stockage de déchets non autorisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter de bordereau de traitement des déchets détruits ou retraités. Par courrier du 30 novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection le BSD (bordereau de suivi des déchets) numéro BSD-20231116-3AAGZRQ2N et la facture correspondante pour les prestations de "pompage fond séparateur hydrocarbures" et "retraitement des liquides hydrocarbonés" réalisées le 16 novembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C. b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l. Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure. c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/l ; DCO : 125 mg/l ;

<p>DBO5 : 30 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <p>Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</p> <p>Plomb : 0,5 mg/l ;</p> <p>Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</p> <p>Métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection le dernier rapport d'analyse d'eau correspondant au prélèvement effectué le 16/02/2023. Ce rapport, s'il indique bien l'analyse des paramètres fixés pour les eaux pluviales à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral 2006-321 du 27/06/2006, n'indique aucune analyse de métaux alors que l'installation est autorisée pour les rubriques 2712, 2713, 2791 et 2560 donc notamment pour le transit et le travail mécanique des métaux. Par courrier du 11 décembre 2023, l'exploitant a présenté les résultats de la campagne d'analyses du 17/11/2023 qui prend en compte l'analyse des métaux et dont les résultats sont conformes.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
<p>Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p> <p>Constats : Le dernier rapport d'analyse transmis par l'exploitant correspond au prélèvement réalisé le 16/02/2023. L'inspection a constaté le respect de cette prescription.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Réseau de collecte et eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article I > 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, EAU
Prescription contrôlée : Objet du contrôle : (...) - les eaux pluviales collectées susceptibles d'être souillées sont traitées par un décanteur-déshuileur avant rejet ; - présentation du justificatif du curage et nettoyage du décanteur séparateur depuis moins d'un an, ou justificatifs du report.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection une facture correspondant uniquement à l'écémage du séparateur daté du 15/02/2023. L'exploitant n'a pas présenté de bordereau de traitement des déchets détruits ou retraités. Par courrier du 30 novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection le BSD (bordereau de suivi des déchets) numéro BSD-20231116-3AAGZRQ2N et la facture correspondante pour les prestations de "pompage fond séparateur hydrocarbures" et "retraitement des liquides hydrocarbonés" réalisées le 16 novembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2006, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, SECURITE
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les ateliers sont équipés d'un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force et d'un interrupteur général pour l'extinction des lumières. Les interrupteurs seront placés sous la surveillance d'un préposé responsable qui interrompra le courant pendant les heures de repos et tous les soirs après le travail.
Constats : Le compte rendu de vérification périodique des installations électriques "Q18" indique la non vérification des moyens de protection des transformateurs au motif "Poste de livraison inaccessible" et la non vérification des dispositifs différentiels à courant résiduel au motif "coupures non réalisées".
Observations : L'exploitant fera vérifier l'ensemble des installations électriques en permettant notamment l'accès au poste de livraison et en réalisant les coupures nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Caducité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-74
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activités
Prescription contrôlée : II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
Constats : Le rapport AG/IP/474-2020 du 25/05/2020 demandait "à l'exploitant de déclarer la cessation d'activité des installations de son site de BELLEVILLE ou de justifier, dans un délai d'un mois, de l'exercice d'une activité sur le site de BELLEVILLE depuis 3 ans". Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne plus exercer qu'une activité de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux correspondant à la rubrique 2713 de la nomenclature ICPE. Le registre des déchets transmis par l'exploitant montre des mouvements au mois de décembre 2022 pour une quantité de 562 tonnes (code déchet 17 04 05 : fer et acier) correspondant aux éléments indiqués dans l'outil de déclaration annuelle GERP. L'Inspection des installations classées a constaté lors de la visite l'absence d'activité correspondant aux rubriques 2712, 2791, 2560, 2661 pour lesquelles, l'exploitant est également autorisé. L'exploitant a transmis par courrier du 6 décembre 2023, un dossier de cessation partielle d'activité concernant les rubriques 2712 et 2560. S'il s'est positionné dans son dossier de « modifications des installations classées » concernant le passage du régime de l'autorisation au régime de la déclaration pour la rubrique 2791, il ne fournit aucun document justifiant l'exercice de cette activité depuis moins de trois ans. Dans ce même dossier, concernant la rubrique 2661, il indique que l'activité n'a pas été mise en service et demande la suppression de cette rubrique pour la mise à jour de son tableau de classement des activités exercées.
Observations : Conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'attestation de mise en sécurité rédigée par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine concernant les rubriques 2712, 2791, 2560, 2661.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Stockage de produits pétroliers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/07/2004, article 28-29
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Article 28 Tout abandon (définitif ou provisoire) d'un réservoir doit faire l'objet de dispositions conduisant à éviter tout risque de formation de vapeurs : - vidange, dégazage et nettoyage ;

<p>- comblement du réservoir (le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir) ;</p> <p>- ou retrait de celui-ci.</p> <p>L'entreprise qui intervient dans ce cadre fournit un certificat à l'utilisateur garantissant la bonne exécution des opérations d'inertage citées ci-dessus.</p> <p>Si l'abandon est consécutif à la modification de l'installation de chauffage, il appartient à l'entreprise intervenante de respecter ces dispositions.</p> <p>Article 29</p> <p>Avant la remise en service d'un réservoir qui a fait l'objet de la procédure citée à l'article 28 ci-dessus, les opérations suivantes doivent être effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nettoyage des parois intérieures si nécessaire ; - contrôle d'étanchéité ; - vérification de la conformité de l'installation au présent arrêté en l'absence du certificat défini à l'article 25 ci-dessus et remise d'un certificat de conformité le cas échéant. <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté l'abandon des cuves de stockage non enterrées de liquides inflammables.</p> <p>L'exploitant indique, dans son dossier de modifications des installations classées, vouloir conserver cette capacité de 39 m³ de fioul.</p> <p>Observations :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, mentionné dans l'arrêté préfectoral 2011-548 du 29/07/2011 n'est plus d'actualité depuis au moins 3 ans, aussi il fera l'objet des procédures indiquées aux articles 28 ou 29 de l'arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers et l'exploitant transmettra un certificat d'inertage ou un certificat de conformité concernant ces cuves.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>
--

N° 8 : Installations de stockage de déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exception des articles 65 et 66, le présent arrêté s'applique aux installations de stockage de déchets non dangereux relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, que les déchets proviennent d'un ou plusieurs producteurs, y compris aux installations exploitées par un producteur de déchets pour ses propres déchets, sur son site de production.</p> <p>(...)</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions du présent arrêté :</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - les installations stockant des déchets non dangereux : - pour une durée inférieure à un an si les déchets sont destinés à élimination ; ou - pour une durée inférieure à trois ans si les déchets sont destinés à valorisation.

Constats :

L'Inspection a constaté la présence de nombreux big-bags dans une partie de l'installation que l'exploitant déclare avoir sous-louée à la société Saint Gobain. Cette dernière, après sollicitation de l'inspection, a répondu qu'il s'agirait d'inoculant de fonderie qui n'ont pas été utilisés et qui ne le seront pas (car plus utilisé dans leur procédé). Saint Gobain indique dans cette réponse par mail du 06 décembre 2023 avoir initié les démarches pour évacuer ces déchets rapidement.

Observations :

L'exploitant veillera à l'évacuation effective de ces déchets sous un délai de trois mois étant donné qu'il n'est pas autorisé pour ce type de déchets. Il transmettra à l'Inspection les documents justifiant de cette évacuation (bons de transport et photographies du site sans déchet) et de la valorisation ou l'élimination dans une filière adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois